

tous des problèmes qui ne diffèrent pas beaucoup de celui de *TransAir*. On tiendra sûrement compte de la suggestion du très honorable représentant.

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il dire à la Chambre quand et où l'audience publique aura lieu?

L'hon. M. Pickersgill: Monsieur l'Orateur, je devrai m'enquérir au préalable auprès de la Commission des transports aériens. Je serai heureux de le faire à moins que le représentant ne préfère s'en charger.

LE NORD CANADIEN

L'AMÉNAGEMENT DE ROUTES D'ACCÈS AUX RESSOURCES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Simpson (Churchill): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre, à qui je l'ai posée le 18 février et qu'il a prise pour préavis. Je lui demandais si le gouvernement avait accordé plus ample réflexion à la possibilité d'étendre ou de rétablir le programme d'aménagement de routes d'accès aux ressources. Je me demande si le premier ministre pourrait répondre maintenant à cette question.

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Mines et des Relevés techniques): Monsieur l'Orateur, je m'intéresse moi-même beaucoup à cette question depuis quelque temps. Il y a quelques jours, j'ai reçu un rapport sur le stade actuel du programme de routes d'accès aux ressources, et bientôt je ferai des recommandations au cabinet à ce sujet.

LA NAVIGATION

RETARD DANS LA DÉLIVRANCE DE PERMIS AUX NAVIRES SOVIÉTIQUES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. Gordon L. Fairweather (Royal): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre a-t-il lu des articles de journal selon lesquels les permis délivrés aux navires soviétiques qui passent par la voie maritime du Saint-Laurent ont été retardés inutilement? Je me demande si le Canada a autorisé ces navires à prendre cette voie maritime internationale de la façon habituelle?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas qu'il y ait eu de retard inutile. Les demandes sont à l'étude et j'espère qu'on prendra une décision sous peu.

LA FONCTION PUBLIQUE

LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU BILINGUISME—DEMANDE DE DÉCLARATION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. W. Prittie (Burnaby-Richmond): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une double question au premier ministre au sujet du bilinguisme dans la fonction publique. Le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre à peu près quand il entend faire une déclaration à ce sujet?

Voici la deuxième partie de ma question. Peut-il dire à la Chambre si le comité interministériel chargé d'étudier la question a reçu un rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme au sujet du bilinguisme dans le service public?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je pensais m'entretenir vendredi dernier avec mes collègues et des représentants d'organismes de fonctionnaires et discuter de certaines questions émanant du rapport interministériel ainsi que de nos propres opinions à ce sujet. Malheureusement, les événements à la Chambre nous ont obligés à remettre cette réunion, mais nous pensons la tenir bientôt. Après cette réunion, je pense que je serai en mesure de faire à la Chambre une déclaration assez complète sur cette question très importante.

LA DÉFENSE NATIONALE

LA GRATIFICATION DE RENGAGEMENT AUX ANCIENS MILITAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert McCleave (Halifax): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Défense nationale ou au ministre associé. Un de ces ministres ou les deux examineraient-ils les requêtes d'anciens militaires qui songent maintenant à revenir dans les forces armées, afin que la gratification de rengagement leur soit versée, vu qu'ils ont déjà reçu un entraînement de base poussé et que les contribuables pourraient réaliser une économie?

L'hon. Paul Hellyer (ministre de la Défense nationale): La question a été soulevée au moment où la gratification a été annoncée, monsieur l'Orateur. Ces avantages ne sont pas inclus dans la proposition. La question a été remise à l'étude. Je crains de ne pouvoir donner à mon honorable ami, en ce moment, aucune indication quant à l'issue de cette étude.